

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	5
PRÉFACE.....	7
INTRODUCTION.....	11

PARTIE I DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, LEVIER DE TRANSFORMATION

CHAPITRE 1. – La solidarité écologique ou l'avenir du droit de l'environnement	21
SECTION 1. – Du concept au principe de solidarité écologique : le « passage au droit »	22
I. – DE LA SOLIDARITÉ À LA SOLIDARITÉ ÉCOLOGIQUE : UN PASSAGE DIFFICILE.....	23
II. – NAISSANCE D'UN PRINCIPE AUX CONTOURS LIMITÉS EN DROIT FRANÇAIS	27
SECTION 2. – La solidarité écologique en perspectives : un principe « pour faire du droit sans le savoir » ?	31
I. – QUEL CONTENU POUR QUELLE PORTÉE ?	32
II. – APPLICATIONS EN DROIT INTERNE ET EN DROIT INTERNATIONAL : QUELLES PERSPECTIVES ?	35
A. – <i>Solidarité écologique en mer</i>	35
B. – <i>Solidarité écologique pour les territoires : l'exemple de la trame nocturne</i>	37
Conclusion	39
CHAPITRE 2. – Le droit de l'environnement est-il un droit innovant ?	41
SECTION 1. – Manifestations de l'innovation	42
I. – RARETÉ RELATIVE DES INNOVATIONS DANS LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT <i>STRICTO SENSU</i>	43

II. – IMPORTANCE DES INNOVATIONS PROVOQUÉES PAR LA PRISE EN COMPTE DES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LE « DROIT COMMUN ».....	44
SECTION 2. – Répercussions sur le travail du juriste « environnementaliste »	48
I. – JURISTE ENVIRONNEMENTALISTE, UN JURISTE GÉNÉRALISTE ?.....	49
II. – PLACE CENTRALE DES FAITS DANS LA DÉMARCHE DU JURISTE ENVIRONNEMENTALISTE.....	50
CHAPITRE 3. – Droit de l'environnement, instrument de transformation : tentative d'approche dialectique	53
SECTION 1. – Identification des conditions de l'effectivité à partir de l'observation du système juridique : approche déductive	60
I. – COHÉRENCE DE L'ORDRE JURIDIQUE	60
II. – SANCTION DE LA NORME	62
III. – CONCEPTION DE LA NORME.....	62
IV. – RÉCEPTION DE LA NORME	63
SECTION 2. – Identification de conditions de l'effectivité à partir de l'observation d'une situation juridique : approche inductive.....	64
I. – ÉTAT DES LIEUX DE LA PROTECTION DE L'OURS BRUN DANS LE MASSIF DES PYRÉNÉES.....	65
II. – CONDITIONS DÉTERMINANTES	67
A. – <i>Mise en œuvre incomplète de la protection</i>	67
B. – <i>Nécessité de mesures positives</i>	67
C. – <i>Insuffisance du dispositif répressif</i>	69
D. – <i>Sanction des illégalités</i>	70
E. – <i>Imperfection des mécanismes d'incitation</i>	70
III. – EXISTENCE DE CONDITIONS SECONDAIRES.....	71
A. – <i>Du contrat à l'absence de contrainte</i>	71
B. – <i>Interprétation de la norme</i>	71
C. – <i>Légitimité de la norme</i>	72
D. – <i>Accès à la justice</i>	72
E. – <i>Profusion des sources et cohérence de l'ordre juridique</i>	73

CHAPITRE 4. – Le pari de l’activisme judiciaire – Atouts et limites Perspectives d’une juriste d’ONG	77
SECTION 1. – ClientEarth – Un nouveau concept d’ONG	79
I. – UTILISATION DU DROIT MAIS LEQUEL ? DROITS PROCÉDURAUX ET UTILISATION INNOVANTE DU DROIT	80
A. – <i>Aides d’États – Absence de droits procéduraux : barrière à l’utilisation innovante du droit</i>	80
B. – <i>Respect de l’obligation d’intégration de l’environnement dans les politiques européennes</i>	83
SECTION 2. – Pari du contentieux – Atouts et limites de l’activisme judiciaire	86
I. – SURESTIMATION DE L’INFLUENCE DES ACTIVITÉS DE CAMPAGNE ET DE LOBBYING DE LA COMMUNAUTÉ ONG	86
II. – APPROCHE STRATÉGIQUE	88
III. – PREMIER COMBAT : PERMETTRE L’ACTIVISME JUDICIAIRE – L’ACCÈS À LA COUR DE JUSTICE DE L’UE	90
A. – <i>Jurisprudence Plaumann</i>	92
B. – <i>L’Union européenne en violation de la Convention d’Aarhus.</i> ..	93
C. – <i>Réactions des institutions</i>	95
D. – <i>Action contentieuse en matière de pollution de l’air – Une action à l’échelle européenne</i>	99
Conclusion	104

PARTIE II DROIT DE L’ENVIRONNEMENT ET FIGURES DE LA DÉMOCRATIE

CHAPITRE 5. – À quoi sert le droit de l’environnement ? À favoriser une pratique renouvelée et approfondie de la démocratie	109
SECTION 1. – Résurrection d’un texte oublié grâce au droit de l’environnement	110
SECTION 2. – Concurrence des légitimités en matière de protection de l’environnement	113
SECTION 3. – Vers une démocratie environnementale ?	118
CHAPITRE 6. – Droit de l’environnement – Laboratoire de procédures de participation transfrontière ?	123

Introduction	123
SECTION 1. – Participation transfrontière en droit international	125
I. – CONVENTION D'ESPOO ET PROTOCOLE DE KIEV	126
II. – CONVENTION D'AARHUS.....	128
III. – PARTICIPATION TRANSFRONTIÈRE COMME RÈGLE COUTUMIÈRE DU DROIT INTERNATIONAL	129
SECTION 2. – Application du principe de participation aux « politiques et législation »	131
I. – CAS DES CENTRALES NUCLÉAIRES BELGES.....	131
II. – LÉGISLATION <i>GÉNÉRALE</i> ET <i>SPÉCIFIQUE</i>	134
Conclusion	136
CHAPITRE 7. – Multiples visages des tribunaux citoyens au service de l'environnement	139
SECTION 1. – Dynamiques d'évolutions des tribunaux d'opinions au service de l'environnement	142
I. – TRIBUNAL RUSSELL 1 : L'APPEL À L'INDIGNATION COLLECTIVE COMME MODE D'EXPRESSION DE NOTRE RESPONSABILITÉ.....	142
II. – MUTATION VERS DES DÉNONCIATIONS CITOYENNES RÉGULIÈRES D'ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS ET DésORMAIS À L'ENVIRONNEMENT.....	144
SECTION 2. – Effets systémiques et à long terme des tribunaux citoyens au service de l'environnement	147
I. – DYNAMIQUES D'ÉCHOS À L'INTÉRIEUR DES TRIBUNAUX CITOYENS.....	148
II. – MOBILISER LES FORCES IMAGINANTES DU DROIT	150

PARTIE III DROIT DE L'ENVIRONNEMENT CORVÉABLE ET MALLÉABLE

CHAPITRE 8. – Droit de l'environnement, moteur d'une révolution juridique. Pour un droit mineur	157
SECTION 1. – Révolution environnementale opérant au sein du droit de l'environnement	161
I. – DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, ACTEUR DU RENOUVELLEMENT DE LA RELATION HOMME-NATURE.....	161
II. – DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, ACTEUR DU CHANGEMENT DE PARADIGME ENTRAÎNANT UNE RÉVOLUTION ENVIRONNEMENTALE	168

SECTION 2. – Droit de l’environnement haut-parleur de la minorité ...	170
I. – DROIT DE L’ENVIRONNEMENT COMME RÉVÉLATEUR D’UNE NATURE « SAUVAGE »	171
II. – DROIT DE L’ENVIRONNEMENT COMME RÉVÉLATEUR DE LA PENSÉE DE LA MINORITÉ	173
Conclusion	175
 CHAPITRE 9. – Le droit international de l’environnement face aux océans : d’un droit de la nature vers un droit d’apprentis sorciers ?	177
SECTION 1. – Droit international de l’environnement : vers un bon usage des océans ?	180
I. – GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES MARINES : UN BON USAGE DE LA NATURE	181
II. – PROTECTION DU MILIEU MARIN : UN NON-USAGE DE LA NATURE ?	185
SECTION 2. – Droit international du climat : une porte ouverte pour un mésusage des océans ?	188
I. – UN DROIT AU SERVICE DES « APPRENTIS SORCIERS DU CLIMAT »	188
II. – UN DROIT EN PRISE AVEC NOTRE PROPRE TURPITUDE	191
Conclusion	193
 CHAPITRE 10. – Gradient de juridicité et recomposition du rôle des pouvoirs publics	195
Introduction	195
SECTION 1. – Présentation du gradient de juridicité	197
SECTION 2. – Contexte de la pêche au filet au sein du Parc naturel marin d’Iroise : pratiques, impacts et régulations	201
I. – PRATIQUES ET IMPACTS	201
II. – RÉGULATIONS APPLICABLES AU SEIN DU PARC	204
A. – <i>Régulation publique applicable</i>	204
1. – Régulation publique applicable au PNMI	204
2. – Régulation publique applicable à la pêche	205
B. – <i>Régulations privées applicables au sein du Parc</i>	206
C. – <i>Évaluation de l’efficacité et de l’effectivité des régulations publiques et privées</i>	207
SECTION 3. – Mise à l’épreuve du gradient de juridicité et enseignements : vers une recomposition du rôle de l’autorité publique ?	210

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	5
PRÉFACE.....	7
INTRODUCTION.....	11

PARTIE I DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, LEVIER DE TRANSFORMATION

CHAPITRE 1. – La solidarité écologique ou l'avenir du droit de l'environnement	21
SECTION 1. – Du concept au principe de solidarité écologique : le « passage au droit »	22
I. – DE LA SOLIDARITÉ À LA SOLIDARITÉ ÉCOLOGIQUE : UN PASSAGE DIFFICILE.....	23
II. – NAISSANCE D'UN PRINCIPE AUX CONTOURS LIMITÉS EN DROIT FRANÇAIS	27
SECTION 2. – La solidarité écologique en perspectives : un principe « pour faire du droit sans le savoir » ?	31
I. – QUEL CONTENU POUR QUELLE PORTÉE ?	32
II. – APPLICATIONS EN DROIT INTERNE ET EN DROIT INTERNATIONAL : QUELLES PERSPECTIVES ?	35
A. – <i>Solidarité écologique en mer</i>	35
B. – <i>Solidarité écologique pour les territoires : l'exemple de la trame nocturne</i>	37
Conclusion	39
CHAPITRE 2. – Le droit de l'environnement est-il un droit innovant ?	41
SECTION 1. – Manifestations de l'innovation	42
I. – RARETÉ RELATIVE DES INNOVATIONS DANS LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT <i>STRICTO SENSU</i>	43

II. – IMPORTANCE DES INNOVATIONS PROVOQUÉES PAR LA PRISE EN COMPTE DES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LE « DROIT COMMUN ».....	44
SECTION 2. – Répercussions sur le travail du juriste « environnementaliste »	48
I. – JURISTE ENVIRONNEMENTALISTE, UN JURISTE GÉNÉRALISTE ?.....	49
II. – PLACE CENTRALE DES FAITS DANS LA DÉMARCHE DU JURISTE ENVIRONNEMENTALISTE.....	50
CHAPITRE 3. – Droit de l'environnement, instrument de transformation : tentative d'approche dialectique	53
SECTION 1. – Identification des conditions de l'effectivité à partir de l'observation du système juridique : approche déductive	60
I. – COHÉRENCE DE L'ORDRE JURIDIQUE	60
II. – SANCTION DE LA NORME	62
III. – CONCEPTION DE LA NORME.....	62
IV. – RÉCEPTION DE LA NORME	63
SECTION 2. – Identification de conditions de l'effectivité à partir de l'observation d'une situation juridique : approche inductive.	64
I. – ÉTAT DES LIEUX DE LA PROTECTION DE L'OURS BRUN DANS LE MASSIF DES PYRÉNÉES.....	65
II. – CONDITIONS DÉTERMINANTES	67
A. – <i>Mise en œuvre incomplète de la protection</i>	67
B. – <i>Nécessité de mesures positives</i>	67
C. – <i>Insuffisance du dispositif répressif</i>	69
D. – <i>Sanction des illégalités</i>	70
E. – <i>Imperfection des mécanismes d'incitation</i>	70
III. – EXISTENCE DE CONDITIONS SECONDAIRES.....	71
A. – <i>Du contrat à l'absence de contrainte</i>	71
B. – <i>Interprétation de la norme</i>	71
C. – <i>Légitimité de la norme</i>	72
D. – <i>Accès à la justice</i>	72
E. – <i>Profusion des sources et cohérence de l'ordre juridique</i>	73

CHAPITRE 4. – Le pari de l’activisme judiciaire – Atouts et limites Perspectives d’une juriste d’ONG	77
SECTION 1. – ClientEarth – Un nouveau concept d’ONG	79
I. – UTILISATION DU DROIT MAIS LEQUEL ? DROITS PROCÉDURAUX ET UTILISATION INNOVANTE DU DROIT	80
A. – <i>Aides d’États – Absence de droits procéduraux : barrière à l’utilisation innovante du droit</i>	80
B. – <i>Respect de l’obligation d’intégration de l’environnement dans les politiques européennes</i>	83
SECTION 2. – Pari du contentieux – Atouts et limites de l’activisme judiciaire	86
I. – SURESTIMATION DE L’INFLUENCE DES ACTIVITÉS DE CAMPAGNE ET DE LOBBYING DE LA COMMUNAUTÉ ONG	86
II. – APPROCHE STRATÉGIQUE	88
III. – PREMIER COMBAT : PERMETTRE L’ACTIVISME JUDICIAIRE – L’ACCÈS À LA COUR DE JUSTICE DE L’UE	90
A. – <i>Jurisprudence Plaumann</i>	92
B. – <i>L’Union européenne en violation de la Convention d’Aarhus..</i>	93
C. – <i>Réactions des institutions</i>	95
D. – <i>Action contentieuse en matière de pollution de l’air – Une action à l’échelle européenne</i>	99
Conclusion	104

PARTIE II DROIT DE L’ENVIRONNEMENT ET FIGURES DE LA DÉMOCRATIE

CHAPITRE 5. – À quoi sert le droit de l’environnement ? À favoriser une pratique renouvelée et approfondie de la démocratie	109
SECTION 1. – Résurrection d’un texte oublié grâce au droit de l’environnement	110
SECTION 2. – Concurrence des légitimités en matière de protection de l’environnement	113
SECTION 3. – Vers une démocratie environnementale ?	118
CHAPITRE 6. – Droit de l’environnement – Laboratoire de procédures de participation transfrontière ?	123

Introduction	123
SECTION 1. – Participation transfrontière en droit international	125
I. – CONVENTION D'ESPOO ET PROTOCOLE DE KIEV	126
II. – CONVENTION D'AARHUS.....	128
III. – PARTICIPATION TRANSFRONTIÈRE COMME RÈGLE COUTUMIÈRE DU DROIT INTERNATIONAL	129
SECTION 2. – Application du principe de participation aux « politiques et législation »	131
I. – CAS DES CENTRALES NUCLÉAIRES BELGES.....	131
II. – LÉGISLATION <i>GÉNÉRALE</i> ET <i>SPÉCIFIQUE</i>	134
Conclusion	136
CHAPITRE 7. – Multiples visages des tribunaux citoyens au service de l'environnement	139
SECTION 1. – Dynamiques d'évolutions des tribunaux d'opinions au service de l'environnement	142
I. – TRIBUNAL RUSSELL 1 : L'APPEL À L'INDIGNATION COLLECTIVE COMME MODE D'EXPRESSION DE NOTRE RESPONSABILITÉ.....	142
II. – MUTATION VERS DES DÉNONCIATIONS CITOYENNES RÉGULIÈRES D'ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS ET DésORMAIS À L'ENVIRONNEMENT.....	144
SECTION 2. – Effets systémiques et à long terme des tribunaux citoyens au service de l'environnement	147
I. – DYNAMIQUES D'ÉCHOS À L'INTÉRIEUR DES TRIBUNAUX CITOYENS.....	148
II. – MOBILISER LES FORCES IMAGINANTES DU DROIT	150

PARTIE III DROIT DE L'ENVIRONNEMENT CORVÉABLE ET MALLÉABLE

CHAPITRE 8. – Droit de l'environnement, moteur d'une révolution juridique. Pour un droit mineur	157
SECTION 1. – Révolution environnementale opérant au sein du droit de l'environnement	161
I. – DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, ACTEUR DU RENOUVELLEMENT DE LA RELATION HOMME-NATURE.....	161
II. – DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, ACTEUR DU CHANGEMENT DE PARADIGME ENTRAÎNANT UNE RÉVOLUTION ENVIRONNEMENTALE	168

SECTION 2. – Droit de l’environnement haut-parleur de la minorité ...	170
I. – DROIT DE L’ENVIRONNEMENT COMME RÉVÉLATEUR D’UNE NATURE « SAUVAGE »	171
II. – DROIT DE L’ENVIRONNEMENT COMME RÉVÉLATEUR DE LA PENSÉE DE LA MINORITÉ	173
Conclusion	175
 CHAPITRE 9. – Le droit international de l’environnement face aux océans : d’un droit de la nature vers un droit d’apprentis sorciers ?	177
SECTION 1. – Droit international de l’environnement : vers un bon usage des océans ?	180
I. – GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES MARINES : UN BON USAGE DE LA NATURE	181
II. – PROTECTION DU MILIEU MARIN : UN NON-USAGE DE LA NATURE ?	185
SECTION 2. – Droit international du climat : une porte ouverte pour un mésusage des océans ?	188
I. – UN DROIT AU SERVICE DES « APPRENTIS SORCIERS DU CLIMAT »	188
II. – UN DROIT EN PRISE AVEC NOTRE PROPRE TURPITUDE	191
Conclusion	193
 CHAPITRE 10. – Gradient de juridicité et recomposition du rôle des pouvoirs publics	195
Introduction	195
SECTION 1. – Présentation du gradient de juridicité	197
SECTION 2. – Contexte de la pêche au filet au sein du Parc naturel marin d’Iroise : pratiques, impacts et régulations	201
I. – PRATIQUES ET IMPACTS	201
II. – RÉGULATIONS APPLICABLES AU SEIN DU PARC	204
A. – <i>Régulation publique applicable</i>	204
1. – Régulation publique applicable au PNMI	204
2. – Régulation publique applicable à la pêche	205
B. – <i>Régulations privées applicables au sein du Parc</i>	206
C. – <i>Évaluation de l’efficacité et de l’effectivité des régulations publiques et privées</i>	207
SECTION 3. – Mise à l’épreuve du gradient de juridicité et enseignements : vers une recomposition du rôle de l’autorité publique ?	210

I. – INTERVENTION DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE À L'APPUI DE LA RÉGULATION MISE EN PLACE PAR LES PARTIES PRENANTES.....	211
II. – INTERVENTION DIRECTE DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE SUR LES PRATIQUES.....	214
Conclusion	217
Bibliographie	218

PARTIE IV À QUI SERT LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ?

CHAPITRE 11. – <i>À quoi sert le juriste... dans des négociations internationales en matière d'environnement ?</i> Law and lawyers at multilateral environmental negotiations	223
Introduction	223
SECTION 1. – Some context and background	226
I. – MULTILATERAL ENVIRONMENTAL NEGOTIATIONS	226
II. – SOME ARE MORE 'LEGALLY' BINDING THAN OTHERS....	228
SECTION 2. – Some general observations	230
I. – GENERAL BELIEF THAT THE EFFECTIVENESS OF COMMITMENTS INCREASES WITH MAKING THEM (MORE) LEGALLY BINDING ..	230
II. – RELATIVELY FEW LAWYERS PARTICIPATE IN MULTILATERAL ENVIRONMENTAL NEGOTIATIONS.....	234
SECTION 3. – Why so few lawyers in national delegations?	236
SECTION 4. – What role for lawyers in national delegations?	240
SECTION 5. – Why should lawyers be in the delegation?	243
SECTION 6. – Opportunities and risks?	246
Conclusion	248
CHAPITRE 12. – La quête d'effectivité du droit international de l'environnement	251
I. – INTRODUCTION.....	251
SECTION 1. – Concept d'effectivité	255
I. – AGENDA DE RECHERCHE	255
II. – APPROCHES PLURIELLES.....	257
A. – <i>Effectivité en droit international et effectivité du droit international</i>	257

B. – <i>Effectiveness, effectivité, efficacité, efficience</i>	257
C. – <i>Effets concrets, immédiats, directs et effets symboliques, différés ou médiats</i>	259
D. – <i>Effets désirables et effets non désirables ou pervers</i>	260
E. – <i>Différentes approches de l'effectiveness d'Oran Young</i>	261
SECTION 2. – Recherche d'effectivité	263
I. – TRAVAIL SUR LE PROCESSUS DE CRÉATION NORMATIVE.....	263
II. – TRAVAIL SUR LES NORMES ELLES-MÊMES.....	264
III. – TRAVAIL SUR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES.....	267
Conclusion	270
CHAPITRE 13. – Vers un pacte mondial pour l'environnement ?	271
Introduction	271
SECTION 1. – Nouvelle tentative	273
SECTION 2. – Contenu du projet de pacte	277
I. – PRÉAMBULE.....	277
II. – TEXTE	278
Conclusion	285

PARTIE V PLACE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA SOCIÉTÉ

CHAPITRE 14. – Le droit de l'environnement au défi de ses transitions	289
SECTION 1. – Transition au sens de passage, lieu de transit	290
I. – TEMPS DE LATENCE, LIEU D'ÉBULLITION ?.....	290
II. – TRANSITION SAISIE PAR LE DROIT.....	292
SECTION 2. – Transition et rapport au temps	294
I. – PRIVILÈGE DES ANCIENS.....	294
II. – AFFRES DU CHANGEMENT.....	296
III. – RETOUR D'EXPÉRIENCE	297
SECTION 3. – Transformation	298
I. – LEVIERS MAJEURS	298

II. – RÉSILIENCE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	299
CHAPITRE 15. – Interdisciplinarité et droit de l'environnement	303
SECTION 1. – Premières rencontres	303
SECTION 2. – Expériences interdisciplinaires	306
SECTION 3. – Interdisciplinarité, climat et droit	308
SECTION 4. – Paradigmes et disciplines	310

PARTIE VI
**DROIT DE L'ENVIRONNEMENT,
 FIGURE DE JANUS**

CHAPITRE 16. – À quoi sert le droit de l'environnement ? Plaidoyer pour des droits de la nature	315
SECTION 1. – Cinquante années d'échec	315
SECTION 2. – Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?	318
SECTION 3. – Plaidoyer en faveur de droits de la nature	319
Conclusion	324
CHAPITRE 17. – Entre juristes et philosophes, peut-il y avoir un débat sur les droits de la nature ?	325
SECTION 1. – John Baird Callicott se rallie à l'anthropocentrisme ..	327
SECTION 2. – Hans Jonas : responsabilité et vulnérabilité	330
SECTION 3. – Écocide	335
CONCLUSIONS	341
SECTION 1. – Usages, fonctions, finalités du droit de l'environnement	341
SECTION 2. – Une utopie nécessaire : le contrat planétaire	352
SECTION 3. – Le contrat social classique à la base des constitutions modernes	358
SECTION 4. – Le contrat social planétaire en voie de gestation	361